

***la nouvelle* ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 1-11-1972 - N° 79

vietnam :

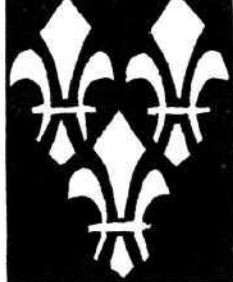
on ferme ?

santé :

**vers la
medecine-
machine ?**

c. n. p. f. :

**des patrons
en assises**



j.j.s.s. - guichard

armes égales ou jeux truqués

Il écoute, il parle peu ; il paraît un peu massif, gêné d'être là, un peu comme en mission ; car il lui faut répondre « *A Armes Egales* », et pas à n'importe qui : à Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Nancy, qui, lui, a l'intention de nous dire toute la vérité sur « *L'Etat et les Français* », sujet de l'émission.

Alors Olivier Guichard, ministre de l'Equipe-ment, de l'Aménagement du Territoire et du Logement, est venu : fort de son sens de la répartie et de sa réputation de sérieux en matière d'administration locale, il entend jouter avec le vaniteux Servan-Schreiber : l'homme qui, par ses affirmations pontifiantes et le raccourci surprenant de ses jugements, est célèbre sur toute l'étendue du territoire...

Le scénario, désormais rituel, de ce style de débat, se déroula comme prévu ; à une petite attaque personnelle, on répondait par un demi-sourire complice à la caméra, et on oubliait le sens premier de la question pour repartir dans une autre direction. On put, une fois de plus, apprécier à sa juste mesure la mégalomanie de Servan-Schreiber qui déclara, superbe : « *Le point d'accord entre l'Etat et moi, c'est la croyance en l'économie de concurrence.* »

Et puis, agitant de faux problèmes et s'adressant à Olivier Guichard : « *Vous tenez à l'Etat, je tiens aux Français* », comme si l'un ne devait pas être le serviteur des autres...

A ces attaques, dont certaines n'étaient pas fausses (en particulier critique portée contre l'Etat lointain, bureaucratique et parisien), Olivier Guichard ne répondit bien souvent qu'en des termes trop vagues, en essayant de mettre en avant les efforts du système pour régionaliser (sic) ; et J.-J. S.-S. de rétorquer qu'il se battait, lui, pour « *la France des Français, enracinée dans les régions, développée vers l'Europe* ».

Cette formule, pour le moins confuse, cachait mal une méconnaissance des vrais problèmes qui se posent aux régions françaises : c'est ainsi qu'en parlant de la Lorraine, J.-J. S.-S. fit preuve de l'ignorance la plus totale, en reprenant le sempiternel argument qui pourrait se résumer ainsi : « *Notre région est sous-développée à cause des brimades que nous inflige l'administration parisienne dans le domaine des transports : l'Etat il est pas gentil.* »

Or, et c'est ce que n'a pas dit Olivier Guichard, bien trop sur la défensive, cette assertion n'est que partiellement vraie ; c'est que le développement économique de la Lorraine est déterminé surtout par la modernisation et l'aménagement des voies de communication.

Or, qu'existe-il à l'heure actuelle ? Peu de chose sur le plan routier (mais ce point est secondaire), des liaisons aériennes efficaces, des voies ferroviaires excellentes partant vers tous les points de l'hexagone intéressés et vers l'Europe du Nord ; quant aux voies navigables, Olivier Guichard eut beau jeu de parler du canal de la Moselle (dont la construction s'éleva à 1.000 milliards de francs).

Mais en fait, la répartie du ministre de l'Equipe-ment montre bien la vraie nature du problème : le seul canal passant par la Lorraine aboutit en effet à Rotterdam ; si le commerce nancéien vers l'Europe du Nord s'en trouve facilité, qu'en est-il des liaisons intérieures entre la capitale lorraine et les métropoles régionales à venir ?

Il faut savoir que le tracé de ce canal a été élaboré dans le cadre d'une politique globale, définie par le gouvernement français dans les années 1964-1966, et centrée vers l'Europe. C'est cette politique-là qu'il nous faut attaquer, puisqu'elle obère le développement économique de la région à l'intérieur du cadre national. Ce qui tue la Lorraine,

c'est l'absence quasi totale de moyens de communication avec les autres régions françaises...

Et cela, Olivier Guichard, prisonnier d'un système politique aux tendances européistes, ne pouvait l'avouer...

Alors, qu'aura-t-on retenu de ce débat ? Eh bien tout simplement que l'on est, une fois de plus, passé à côté du sujet, puisque à la fin de l'émission Servan-Schreiber déclara : « *Si le Président de la République m'appelle au poste de Premier Ministre, j'accepterai ma nouvelle fonction.* » Cette simple phrase en dit long sur les ambitions du personnage, qui oublia bien vite le sujet du débat pour tenter de se placer... Indécemment.

Quant à Olivier Guichard, il apparut sérieux, plein de bon sens, mais ne pouvant s'élever à la hauteur d'un homme d'Etat. Il lui aurait fallu pour cela rejeter en bloc le système centralisateur dont les Français souffrent depuis trop longtemps... et M. Guichard n'est pas un révolutionnaire...

Olivier LANCLOS.

note de lecture

Après le XX^e Congrès du P.C.U.S. (1956), les vieux bolcheviks et les autres rescapés des purges stalinienne sortent des camps et parlent. Roy Medvedev transcrit leurs récits. Il montre comment Staline supprima les opposants, vrais et supposés, réels et potentiels, puis ses rivaux possibles au sein du Parti, puis les policiers qui avaient épuré, etc. Jamais chef d'Etat ne tua autant de compatriotes.

L'armée, le parti, les sciences, les arts, Staline dirigeait et épura tout. Le récit de Medvedev est hallucinant parce que fastidieux. Communiste russe, il essaie de sauver et de justifier Lénine contre Staline. Mais il explique mal comment empêcher le parti de tomber aux mains d'un individu sectaire et ambitieux. Malgré cette lacune, le livre est à lire absolument.

Pierre SOLENAS.

« Le Stalinisme », Roy Medvedev, Le Seuil, Collection « Combats ».

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

de la récupération à la mobilisation

A l'approche des élections, le Pouvoir vient de lancer deux opérations en matière d'enseignement et d'aménagement du territoire que nous relatons en pages 4 et 5. Elles sont caractéristiques de la manière dont se défend l'Etat républicain. Celui-ci est capable surtout, depuis l'avènement de la V^e République, de voir quels sont les secteurs en crise de la société. Mais il n'est pas en mesure de mettre fin à cette crise. Alors, il fait une récupération au niveau du langage pour capter les voix des électeurs, et assortit le tout de réformettes destinées à éviter que la machine ne saute.

Il faut bien constater que la recette est d'ailleurs efficace. Depuis quatorze ans, nos compatriotes, mécontents dans l'ensemble de l'organisation de la cité, n'en illustrent pas moins par leurs votes le mot de Gaston Defferre selon lequel « tous les Français sont antigaulistes... sauf les électeurs ». Et un sondage S.O.F.R.E.S. récent montrait encore que ni les scandales, ni le fiasco de notre université, ni l'urbanisation cancéreuse, ne semblent avoir atteint de façon sérieuse le capital électoral de la majorité.

Et cependant, au lendemain des élections, les problèmes demeurent. Ils deviennent même de plus en plus lancinants au fur et à mesure que l'on élude leurs solutions. Le nombre des révoltés potentiels devient de plus en plus nombreux. Ceci doit nous indiquer notre stratégie. Le combat d'A.F. en 1972 consiste avant tout à faire prendre conscience à ces révoltés de la manière dont la République récupère leur révolte. Ainsi de révoltés deviendront-ils d'authentiques combattants mobilisés contre le désordre établi.

Une telle stratégie suppose que l'intelligence française soit acquise à nos idées. L'intelligentsia en effet façonne l'opinion, ce qui la conduit à être une proie toute désignée pour les politiciens démocrates et surtout les ploutocrates qui les cautionnent. Mais elle peut aussi comprendre que sa royauté en démocratie n'est qu'illusion ; que son pouvoir nominal aboutit en fait à n'en faire que l'esclave des puissances d'argent. Elle serait alors conduite à passer alliance avec les forces opposées à l'argent : régionalistes en colère, associations de consommateurs, unions de locataires opposés à la dictature des promoteurs urbains, etc. Son crédit en serait partiellement restauré. Et il lui appartiendrait de désigner alors cette force qui nous vient du fond de notre histoire, cet ombudsman suprême dont le pouvoir fondé non sur l'argent ou l'opinion mais sur le sang, serait un garant et de l'indépendance des communautés locales et professionnelles et de l'indépendance de l'Intelligence.

Ne cédon pas cependant aux tentations du conte bleu.

L'asservissement de la presse, de l'information en général, de l'édition, est d'autant plus considérable qu'il n'est même plus clairement perçu.

A ce niveau aussi le phénomène de récupération joue. Le trust Hachette, au service de tous les gouvernements en place, est sévèrement attaqué, et à juste raison, depuis quelques semaines. Mais qui mène l'offensive ? Un autre groupe politico-journalistico-financier, celui de *l'Express*.

De même, il existe une presse « contestataire ». Il est simplement dommage que ses journalistes aient été depuis longtemps apprivoisés et domestiqués par les puissances financières : ainsi Wolinski arrondit ses fins de mois en faisant des dessins pour le compte de Publicis ; et ceux-ci, affichés à profusion sur les panneaux du métro, contribuent à faire fonctionner cette société de consommation que Wolinski pourfend hebdomadairement dans les colonnes de *Charlie-Hebdo*.

Notre premier travail consiste donc à créer un embryon de contre-presse et de percer dans l'édition qui auront pour fonction de creuser une brèche dans le mur des mass-media et de dénoncer leur pouvoir totalitaire.

Une première étape a été franchie avec le développement de notre hebdomadaire, une deuxième s'ébauche avec le lancement de la revue *Arsenal*. L'édition d'ouvrages d'A.F., à commencer par celui de Gérard Leclerc, doit constituer la troisième étape.

Encore faut-il qu'une véritable mobilisation générale de nos militants nous permette de dépasser ces premiers objectifs. Or, nous avouons à ce sujet être frappés par une certaine passivité : le mouvement doit être le premier support de la diffusion du journal. Il doit être aussi le premier support de sa composition où ses cadres locaux, en effet, doivent détecter dans leur secteur des thèmes de combat et préparer des campagnes mobilisatrices des révoltés. Sur le premier point beaucoup reste à faire et une certaine inertie en matière de « chasse à l'abonné » ne laisse pas d'être inquiétante. Sur le second point, une réforme des méthodes de travail du journal doit permettre la mise en place d'un réseau de correspondants, mais les tentatives faites en ce sens se heurtent là aussi à un manque d'initiative de la part des lecteurs et des adhérents du mouvement.

La N.A.F. a l'ambition légitime de conquérir et rétablir dans sa dignité l'intelligence française. Mais il ne faudrait pas que ses membres mènent ce combat par procuration en laissant l'essentiel à une direction dès lors vouée à l'asphyxie.

Trop longtemps, les structures de type ligue prises par l'A.F. ont favorisé cet état de choses. Tous au travail ! Notre avenir et — disons le mot — l'avenir français en dépendent.

NAF

NAF.TELEX...NAF.TELEX

● OUVRIERS BRETONS EN GREVE. — Deux grèves extrêmement dures ont éclaté en Bretagne, dans les Côtes-du-Nord, il y a plus d'un mois et demi : chez Big-Dutchmann-France, à Saint-Carreuc et à la Société des kaolins à Pleumet. Deux raisons principales à ces grèves : des élections favorables à la C.F.D.T., qui récolte ainsi le bénéfice de son action lors de l'affaire du Joint Français, et surtout des salaires très bas, moins de 900 francs par mois.

● MICHEL DEBRE, NATIONALISTE ET JACOBIN. — Paradoxal Michel Debré qui proclame son amour de la France, mais ne peut se résoudre à abandonner sa folie jacobine. A Rouen, devant les cadres de l'U.D.R., il s'en est pris aux royalistes de sa jeunesse qui, a-t-il dit, « n'avaient pas le souci de l'avenir de la République »

(c'est un comble) puisqu'ils voulaient redonner vie aux provinces. Pour les mêmes raisons, il a accusé l'extrême-gauche anarchiste (peut-être pensait-il au F.L.B.) et l'extrême-centre « réformateur », partisan du pouvoir régional, de vouloir casser la France. Puis, sans transition, il s'est déclaré nationaliste.

Que M. Debré se rassure : les jeunes royalistes ne veulent pas casser la France. Ils ont, au contraire, la volonté de la vivifier en libérant tous les peuples de France (Bretagne, Provence, Alsace, Réunion) que la République opprime. C'est la République qu'il faut casser pour sauver la France. Et si des anarchistes ou des « réformateurs » en découvrent la nécessité, la N.A.F. les invite à une nouvelle aventure capétienne dont M. Debré dit lui-même qu'« à travers les épreuves, elle n'est pas si mauvaise ».

i.p.n.

vient de
de paraître :
le marxisme

2 f



enseignement : un rapport « lénifiant »

Après Edgar Faure, Olivier Guichard s'interroge sur le talon d'Achille du régime : l'Education nationale. Avant d'être muté à l'Equipe, il a patronné une commission de « Sages » pour faire un rapport sur la « Fonction enseignante dans le second degré » (1). Les aveux d'échecs contenus dans ce rapport sont d'autant plus savoureux que la commission était présidée par M. Joxe, ancien ministre de l'Education nationale, et comportait parmi ses membres de vieux thuriféraires de la politique d'Education menée ces dix dernières années comme MM. Bataillon, président de « Défense de la Jeunesse Scolaire », Jean Fourastié, talentueux sociologue de profession et notoire philosophe de prétention, et Bertrand Girod de L'Ain, très fauriste chroniqueur universitaire du *Monde*. Il reste à savoir si ces constants sont le préambule d'une commission ou l'alibi à un replâtrage.

Les « Sages » ont apparemment la dent dure pour les résultats de l'enseignement : « En moyenne les deux tiers des élèves redoublent au moins une fois au cours de leur scolarité secondaire ». Quant aux professeurs, « 38 % des enquêtés pensent que la moitié des enseignants souhaiteraient changer de métier ». En effet, « le splendide isolement de l'école sur elle-même la désintègre aujourd'hui en une sorte de ghetto ».

Fort bien. Mais pourquoi ce triste bilan ? A ce niveau les « Sages » se contentent de constater et non d'analyser.

Ainsi nous apprenons que les causes historiques de la crise « tiennent grandement à l'effet de masse qui s'est installé dans l'enseignement depuis plusieurs années et qui s'exerce sur tous les points à la fois ».

Les causes apparaissent donc comme confondues avec la réussite presque totale de la « démocratisation » de l'enseignement. Le Pouvoir a donc bonne conscience, malgré ses échecs successifs ; nulle part, et il fallait s'y attendre, une quelconque remise en cause des institutions n'a été mentionnée.

Par contre, des projets de réforme, appelés « révolutionnaires » par le *Nouvel Observateur*, vont confirmer le constat d'échecs du système. Les principales innovations proposées concernent la rationalisation de l'administration. Il s'agit d'opérer une « descente de l'autorité administrative » par le choix des chefs d'établissements qui devront avoir un maximum de responsabilités, et par une révision des fonctions de l'inspection générale. Les chefs d'établissements, comme les inspecteurs, seront sélectionnés et formés par le système étatique. Aussi, « il est indispensable que les POUVOIRS PUBLICS, dans les circonstances où nous sommes, sachent préparer et mettre en place partout des hommes et des femmes dont on a dit parfois qu'ils seraient les clés de voûte... » de la bureaucratie « éducative ». L'administration actuelle du ministère de l'Education nationale étant

trop verticale et n'ayant pas assez d'emprise sur les professeurs et lycéens, devra s'articuler avec une administration horizontale dont les éléments les plus représentatifs seront les proviseurs et les inspecteurs. Ce processus de réforme est défini comme une « décentralisation véritable » ; l'« autonomie » sera enfin accordée à la base. De plus, la « sélection par l'échec » doit disparaître et l'« ouverture de l'école sur la vie » s'opérer.

Et voilà comment nos « Sages » se sont métamorphosés en « contestataires » du système éducatif.

Drôles de contestataires en fait qui, en guise de décentralisation, se bornent à donner plus de marge d'initiative aux chefs d'établissements et aux inspecteurs, fonctionnaires d'autorité, l'administration centrale se réservant la tâche de fixer les grandes orientations nationales.

Drôles d'innovateurs que ces « Sages » qui, sous couleur d'ouvrir l'école sur la vie, ne songent qu'à renforcer l'école-institution au sens péjoratif que lui a donné Illich. Le rapport de la commission écrit textuellement : « L'école deviendra une institution complète » (p. 8).

La récupération des thèmes hostiles à la bureaucratie enseignante est en train de se faire sous nos yeux. Elle a pour but, en fait, la mise en œuvre d'un système rationnel de contrôle des masses, d'un totalitarisme croissant dans la tradition de la « reprise en main » d'après 1968 et de la circulaire Guichard. Il appartient aux gnaits hier comme le haut lieu de la culture ; il la militants lycéens et enseignants qui refusent de cautionner la faillite du système éducatif, d'imposer leurs définitions, de désamorcer les propositions des pseudo-chercheurs du ministère et de dénoncer toutes les intentions totalitaires d'un système inhumain et oppressif.

Léonard BROCHANT.

(1) Edité par La Documentation Française.

arsenal

revue mensuelle

Nous voulons qu'« Arsenal » soit non seulement un instrument efficace de formation pour nos militants, non seulement un laboratoire d'idées, mais aussi le lieu privilégié du dialogue que par le biais de l'« enquête » nous avons engagé voici bientôt un an avec les représentants de l'Intelligence française.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

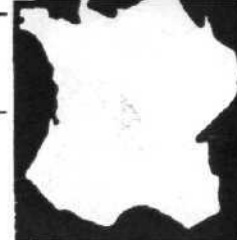
Adresse (1)

Raison sociale (2)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.

(2) Facultatif.



villes moyennes :

un faux problème

A cinq mois des élections, M. Messmer s'est découvert une nouvelle passion : les villes moyennes. Au congrès du Conseil national des Economies régionales et de la Productivité, il a déclaré :

« La vie dans les grandes villes est aujourd'hui source de tensions qui éprouvent de plus en plus les hommes et les femmes. Tous les problèmes y sont difficiles, transports longs et incommodes, atmosphère polluée, espaces verts exigus, habitat resserré, relations humaines malaisées. Sans doute, les pouvoirs publics multiplient-ils les efforts pour améliorer ces conditions de vie : dans la région parisienne, l'Etat a concentré depuis plusieurs années entre le tiers et la moitié des crédits d'équipement urbain. Mais qui ne voit que cet inévitable effort financier n'a pas fait beaucoup mieux que d'empêcher une aggravation de la situation ? C'est la ville moyenne qui offre une vie plus calme et mieux ordonnée. »

Après avoir décrit en ces termes idylliques la vie à Bayonne... ou à Sarrebourg, M. Messmer a annoncé aux maires des deux dents à deux cent cinquante cités de 30.000 à 150.000 habitants que :

« Désormais, l'Etat est prêt à contribuer financièrement à des études d'urbanisme ou portant sur tel ou tel problème que les villes moyennes décideraient de faire, au lieu de s'en remettre à des promoteurs, des architectes ou même aux services techniques habituels de l'administration. Voilà encore une manière d'aider les villes moyennes à mieux dessiner les lignes de leur avenir. »

Les mégapoles inhumaines sont dénoncées de toutes parts ; le cheval de bataille de la qualité de la vie semble bon à enfourcher ; et puis il existe en France un mythe du « petit ». La petite ville, la petite entreprise, le petit père tranquille, tout cela fait rassurant. Et ce n'est vraiment pas le moment d'inquiéter les « chers-z-électeurs ».

UN MYTHE ÉQUIVOQUE...

Malheureusement, en raisonnant en ces termes, on en vient à poser tous les problèmes à l'envers. La taille d'une ville n'est en elle-même ni une marque d'infamie ni une panacée. Une grande ville comme Toulouse, qui a réellement une âme, est agréable à vivre. En revanche, l'affreuse « cité » (?) minière de Bruay n'a que trente-cinq mille habitants. Les seules véritables questions qui doivent

être posées en matière d'urbanisme sont les suivantes : les habitants trouveront-ils dans leur villes des emplois décents sans avoir besoin de perdre plusieurs heures par jour pour aller et venir de leur domicile à leur travail ? L'habitat sera-t-il confortable et évitera-t-il l'isolement concentrationnaire ? Cet habitat sera-t-il à proximité de lieux de loisirs valables pour les différentes générations d'une famille ?

Dans cette optique, plusieurs formes d'aménagement urbain sont concevables. Il est difficilement concevable de ramener à leurs tailles de 1900 ou de 1800 Paris, Lille, Lyon ou Marseille, même s'il est indispensable de freiner leur croissance. Dans ce cas, des villes nouvelles destinées à humaniser ces agglomérations sont défendables. On peut critiquer la manière dont certaines sont conçues, dont d'autres comme Fos sont sabotées dans leur réalisation, on peut difficilement en rejeter le principe.

De même, il est indéniable qu'un certain nombre de métropoles d'équilibre est indispensable pour faire contrepoids au monstre parisien. Les vouloir à toute force « millionnaire » ou « bi-millionnaire » est trop systématique. S'interdire en revanche à priori de les renforcer démographiquement est absurde.

Enfin, ces métropoles d'équilibre ont besoin d'être soutenues par tout un réseau urbain hiérarchisé de la ville de 150.000 ou 100.000 habitants au « village-centre ».

Parfois la mise en place de la métropole d'équilibre sera un préalable à la réanimation de tout le réseau urbain d'une région. Parfois, au contraire, il sera nécessaire de fonder d'abord l'urbanisation sur un réseau polycentrique de villes moyennes. C'est le cas de la Bretagne qui offre de réelles possibilités en la matière, alors que ses deux capitales, Rennes et Nantes, sont quelque peu excéntriques.

... ET UNE QUERELLE D'ALLEMAND

C'est dire qu'il ne saurait être question d'opposer la politique de la ville moyenne à celle de la métropole d'équilibre, et qu'il n'existe pas un problème de la ville moyenne en soi, mais uniquement par rapport à un contexte régional donné.

Le Pouvoir avait exalté, voici dix ans, la métropole d'équilibre érigée en mythe. Avec M. Delouvrier dans les années 65-67, ce fut

le tour des villes nouvelles. Maintenant on mythifie de la même manière la ville moyenne. Dans un cas comme dans l'autre, on oppose ce qu'il faudrait composer.

VERBALISME ET INACTION

En outre, dissenter dans l'abstrait sur la ville moyenne à l'échelle humaine permet d'esquiver les problèmes gênants à résoudre dans le cadre institutionnel actuel. M. Messmer n'a rien dit sur la façon dont il envisageait de relier entre elles des villes (moyennes ou non) aux intérêts complémentaires, souvent mal desservies par un réseau ferroviaire insuffisant pour assurer tous les flux de marchandises et d'hommes. Il n'a pas davantage évoqué la question du rôle privilégié et abusif de Paris en tant que plaque tournante de la plupart des grandes liaisons nationales. Ainsi on aurait aimé savoir ce qu'il comptait faire pour éviter que le chemin le plus rapide entre Reims et Troyes ne passe par Paris.

Il n'a pas non plus, au lendemain du sommet européen, dit comment il comptait concilier la mise en place souhaitable d'une armature routière reliant les villes de l'Ouest et du Sud-Ouest entre elles avec les « pesanteurs européennes » qui tendent à privilégier des axes aspirant l'est du pays vers la région rhénane. C'est que, dans le contexte du Marché Commun, on voit mal l'Etat se lancer dans la construction d'une autoroute Rouen - Le Mans - Angers - Poitiers - Bordeaux, de préférence au Paris-Strasbourg, ou tenter d'arrimer la Lorraine à la Méditerranée plutôt qu'à la Sarre.

Dans ces conditions on voit mal comment une politique urbaine intelligemment volontariste, qui servirait de support à un véritable développement régional, pourrait voir le jour.

Ajoutons que l'absence précisément de cadre régional fait que les villes qui reçoivent les aides gouvernementales ont trop tendance à les considérer comme de profitables ballons d'oxygène financiers et non comme un tremplin pour une action d'entraînement sur l'arrière-pays.

A cet égard, le discours du maire d'Angoulême au congrès du Conseil national des Economies régionales a été scandaleux et attristant : il a expliqué qu'il était intéressé par les subventions du gouvernement uniquement dans la mesure où elles permettaient le renflouement des finances municipales. Qu'Angoulême ait un rôle moteur à jouer dans une région en plein déclin actuellement ne semble pas avoir effleuré l'esprit de son maire.

L'équation personnelle (et catastrophique) du personnage n'explique que très partiellement cette réaction. Un pouvoir qui ne rêve que de réduire l'esprit communal à l'esprit de clocher par peur d'un pouvoir régional, tend à faire des magistrats municipaux des irresponsables. Décidément l'Etat républicain reste fidèle à lui-même : il ne parle de décentralisation que pour désamorcer les réactions régionales et les récupérer sur le plan électoral.

Arnaud FABRE.



N.A.F. — Par la grâce de M. Kissinger, est-ce la fin de la guerre du Vietnam après vingt-cinq ans de conflits ? Que peut-on penser des négociations qui viennent de se terminer ?

G. D. — Pour l'instant, il est assez difficile, sinon de savoir où en sont les négociations, du moins de faire un pronostic sur la date de signature des accords fixée en principe au 31 octobre. Veux-tu que je revienne sur les grands points de cet accord ?

N.A.F. — Oui, ne serait-ce que pour montrer les risques pris par chaque partie.

G. D. — On pourrait alors en venir au problème des concessions respectives.

CONCESSIONS AMÉRICAINES...

La principale concession américaine à mes yeux, réside dans le fait qu'ils n'ont prévu — sauf accords secrets ! — aucun processus de contrôle du retrait des troupes nord-vietnamiennes installées au sud.

Or, c'est ce qu'aurait voulu Thieu. En effet, dans les six mois suivant la signature de l'accord, les cinquante mille soldats américains qui constituent l'armature de toute une partie de l'armée sud-vietnamienne doivent partir. Mais on ne sait absolument pas si, parallèlement — encore qu'un processus de retrait soit évoqué — les Nord-Vietnamiens quitteraient ou non le sud. Or, depuis l'échec de l'offensive vietcong du Têt en 1968, il était évident pour tout observateur impartial, que les troupes du F.N.L. avaient été relayées à 80 ou 90 % par les Nord-Vietnamiens.

Deuxième concession américaine : les Américains semblent résolus à « larguer » Thieu. Pas immédiatement bien sûr, pour des raisons électorales, mais d'ici un délai de quelques mois probablement.

En revanche, lorsque les U.S.A. s'engagent à inonder le Nord et le Sud-Vietnam de dollars, ce n'est pas une véritable concession dans la mesure où, par ce biais, toute une partie de l'économie américaine pourra se reconvertir.

... ET NORD-VIETNAMIENNES

Les Nord-Vietnamiens ont, eux aussi, cédé de toute évidence du terrain puisqu'ils ont accepté — après s'y être refusés pendant longtemps — de séparer règlement militaire et règlement politique.

L'accord conclu prévoit en effet, d'abord un cessez-le-feu, puis la constitution d'un comité de réconciliation nationale chargé d'organiser, dans un délai de six mois, les élections et enfin la mise en place d'un gouvernement à trois composantes (pro-occidentaux, neutralistes et communistes).

En outre, les Nord-Vietnamiens ont renoncé à exiger l'élimination immédiate de Thieu.

Il y a six mois encore, le Nord-Vietnam exigeait : l'arrêt des combats, la démission de Thieu, la dissolution immédiate de l'armée et de la police du Sud-Vietnam, la création d'un gouvernement à trois composantes, avec droit de regard du G.R.P. sur la composante pro-occidentale.

où va le vietnam

Avec les accords Kissinger-Le-Duc-Thieu, l'Indochine, en guerre depuis connaître la paix ? Et à quelles conditions ? Notre correspondant Gilles Du Sud-Vietnam répond aux questions que se posent nos lecteurs. Nous commençons la publication de son interview. On pourra constater à sa lecture que les « valeurs inconditionnelles des U.S.A. », style « Valeurs Actuelles » ou maniaques de Jean Lacouture, de par leurs aillères d'idéologues se condamnent à ne rien dire sur la réalité complexe et mouvante de ce qui fut la colonne vertébrale de l'Indochine.

Enfin, il existe peut-être des clauses secrètes prévoyant le retrait des troupes nord-vietnamiennes, mais cela m'étonnerait.

ENTHOUSIASME, LASSITUDE OU RÉTICENCE ?

N.A.F. — Les parties intéressées ont-elles accepté de bon gré l'accord ?

G. D. — Il y a deux adversaires qui, visiblement, voulaient en finir au plus vite.

Le Nord-Vietnam, écrasé sous les bombes et bien plus atteint que certains observateurs n'ont bien voulu le dire, désirait « souffler ».

Quant aux Américains, après leur rapprochement avec la Chine, ils trouvaient cette guerre archaïque et ils croient pouvoir, soit éviter par une solution politique la communisation du Sud-Vietnam, soit aboutir au pire à un régime de style « titiste » étendu à un Vietnam réuni et « décroché » de l'U.R.S.S. comme de la Chine.

En revanche, ni le gouvernement du Sud-Vietnam, ni le G.R.P. ne sont satisfaits.

Thieu a toujours été « l'homme des quatre non » :

- non à toute cession de territoire aux communistes ;
- non à tout neutralisme ;
- non à tout gouvernement à trois composantes ;
- non à la formation d'un P.C. légal après la paix.

Or, l'accord infirme ces quatre non, y compris le premier puisque le principe de la « peau de léopard » consacre le maintien sur leurs positions territoriales respectives des gouvernements du Sud et du Vietcong.

Il risque donc de faire perdre la face à Thieu, ce qui est très grave en Extrême-Orient. Et la liquidation politique de Thieu signifierait la dissolution rapide de l'armée et de la police qui le soutiennent et la ruine rapide de toute force pro-occidentale.

Quant au G.R.P., il a visiblement joué les « va-t'en guerre » et les « pousse-au-crime ». Mercredi 25, M^{me} Binh aurait voulu torpiller les négociations qu'elle n'aurait pas agi autrement. Ainsi elle a annoncé, afin de provoquer Thieu, que les accords étaient déjà conclus et acceptés par les Américains.

Ensuite on a attribué cette déclaration à une erreur de traduction. Or, M^{me} Binh connaît notre langue et rédige elle-même les communiqués du G.R.P. écrits en français. En fait, elle a dû réviser sa position à la suite d'une forte pression nord-vietnamienne. C'est que le G.R.P. sait qu'il n'est pas assez puissant en l'état actuel des choses pour faire basculer les neutralistes dans le cadre d'un gouvernement à trois composantes.

N.A.F. — Ceci nous conduit à aborder un deuxième point : quel est le panorama politique actuel du Sud-Vietnam ?

G. D. — N'oublions pas, avant toute chose, qu'il nous faut abandonner notre cartésianisme occidental et la référence à tous les ismes (communisme, nationalisme, occidentalisme), si l'on veut comprendre quelque chose à la situation. Là-bas, les mots n'ont pas le même sens que chez nous.

DU COMMUNISME A LA TONKINOISE...

Ainsi, le communisme en Indochine n'est ni un phénomène mystique, comme pour certains gauchistes occidentaux, ni un phénomène économique-politique comme pour les marxistes classiques. Il est un phénomène moral.

Il a longtemps, chez des populations imprégnées de confucianisme, incarné le puritanisme, l'honnêteté, la discipline, le retour à certaines traditions familiales, voire nationales. Car, n'oublions pas que le Vietcong incarnait, au moins jusqu'en 1968, le nationalisme vietnamien et le désir réel de réunification par-delà les différences de tempérament entre « nordistes » et « sudistes ».



am ?

1939, va-t-elle enfin orres, au retour du nçons cette semaine etnamologues, parti- lu Vietcong comme i comprendre à la dochine française.

Le culte de l'ordre et de la discipline explique par ailleurs l'implantation relativement facile du communisme au nord, chez ces véritables « Prusiens de l'Asie » que sont les Tonkinois.

Car, ne nous y trompons pas, les Nord-Vietnamiens, comme l'a reconnu Kissinger, se sont conduits en « peuple de héros » durant cette guerre. On me dira qu'ils sont encadrés par leurs commissaires politiques et contraints de se battre parce que leurs familles, transformées en otages, répondent de leur fidélité ? Sans doute.

Il n'en reste pas moins qu'actuellement encore, on en trouve des centaines qui, coupés de leurs bases, résistent dans des trous autour d'An-Loc et qu'il y a fort peu de prisonniers nord-vietnamiens. Or, il est difficile, dans cette guerre, pour les autorités de Hanoï de savoir si tel homme a disparu parce qu'il a été tué ou parce qu'il s'est rendu.

Sur les corps de Nord-Vietnamiens, on a souvent découvert, sur la poitrine ou au poignet, le tatouage suivant : « Je suis né pour mourir au Sud-Vietnam ». Défi à l'égard de leur gouvernement ou proclamation de foi ? C'est difficile à dire.

... AUX ÉCHECS G.R.P.

N.A.F. — Et pourtant la cause du Vietcong n'emporte pas l'adhésion de la majorité des Sud-Vietnamiens.

G. D. — En effet. Le F.N.L., en 1963, contrôlait des superficies étendues et bénéficiait d'un appui très net de la majorité de la population. Mais il a alors commis une erreur impardonnable avec l'offensive du Têt-Mo-Than. Les cadres du F.N.L., désireux d'en finir au plus vite, ont vraisemblablement entraîné Giap à lancer une offensive prématurée. Cette offensive a obtenu, certes, des succès comme la prise de Hué ou de Cholon, mais rapidement, le F.N.L. s'est rendu compte qu'il était allé trop vite, car la population, même sympathisante, n'a pas suivi.

Le F.N.L. a voulu alors retourner à la clandestinité, mais son organisation s'était démas-

quée pendant l'offensive. Ceci a conduit le Vietcong à supprimer les témoins gênants et à procéder à des milliers d'assassinats. (Trois mille rien qu'à Hué !)

Dès lors, la population s'est rendu compte que la victoire du F.N.L. signifierait de sanglants règlements de comptes et a basculé. La pacification, par le gouvernement de Saïgon, est devenue possible à partir de ce moment.

RÉALITÉS DE LA « VIETNAMISATION »

N.A.F. — Ce gouvernement représente donc une réalité ?

G. D. — Depuis quelques années, incontestablement et notamment depuis l'arrivée de Thieu au pouvoir.

Thieu a compris qu'il fallait donner une doctrine et une ossature au Sud-Vietnam. Il a encouragé certains officiers comme le colonel Bé à former des cadres anti-terroristes.

Personnage étonnant que ce colonel Bé : c'est un homme extraordinaire auquel on peut prédire une brillante carrière dans les dix années à venir, sauf communisation du Sud-Vietnam. Issu d'une famille aristocratique, il a combattu les Français en 1943. Colonel vietcong, il a rallié le régime de Saïgon dès 1958. Bé a formé des milliers — 200.000 je crois — de cadres anti-terroristes.

Il leur a donné des techniques anti-guerilla, mais surtout une doctrine composée d'un mélange de nationalisme à dominance rurale et surtout de confucianisme. Ceci est très important, car longtemps le fer de lance de l'opposition au communisme était constitué par les catholiques, surtout réfugiés du nord. Or, ces catholiques, sans être pour autant mis dans un ghetto, sont maintenant relayés par des couches plus larges de la population.

Ces cadres anti-guerilla sont un véritable « contre-vietcong » dont ils portent d'ailleurs l'uniforme, le pyjama noir, avec cependant un brassard... pour éviter que les Américains ne fassent des confusions gênantes !

Par ailleurs, Thieu a constitué des unités d'élite depuis quatre ans, dont les membres peuvent être comparés aux meilleures unités des grandes armées du monde : les « Rangers » sud-vietnamiens valent les « Bérêts verts ». Ces unités constituent un fer de lance de quelque cinquante mille hommes, soit un quart de l'armée vietnamienne, le reste étant composé d'unités très inégales, voire franchement mauvaises.

Enfin, Thieu a réalisé une réforme agraire étonnante : le Vietcong, lorsqu'il arrivait dans un village, avait l'habitude de tuer le chef du village et les grands propriétaires. Leurs terres étaient distribuées ensuite aux paysans souvent misérables dans la campagne vietnamienne. De la sorte, il s'attachait les paysans qui redoutaient le retour, avec les gouvernements, des héritiers des anciens propriétaires.

Or, actuellement, quand les gouvernements reviennent, les paysans reçoivent, pour les terres que leur a attribuées le Vietcong, un titre de propriété n'avaient que l'usage de la terre. Ceci est très important pour un agriculteur et, politiquement, la campagne vietnamienne a viré de bord.

Dans les villes, le Vietcong, qui n'a jamais été très implanté, est asphyxié. Ses militants, que j'ai pu rencontrer, sont très pessimistes.

Ainsi, Saïgon, quadrillé par 90.000 policiers, tous sud-vietnamiens, n'a pas connu un attentat depuis des mois.

En revanche, Thieu n'a pu éliminer la corruption dans l'administration et les cadres supérieurs de l'armée. Alors que les jeunes officiers sont pleins d'allant, efficaces, dynamiques, dévoués, au-dessus du grade de capitaine, les cadres ne croient plus à rien. Ils ont servi la France et ont été abandonnés, ils ont servi Diem et cela ne leur a guère réussi. Maintenant, ces généraux tendent à être de véritables chefs de bande plus qu'autre chose.

Quoi qu'il en soit, un véritable pouvoir était en train de naître à Saïgon que la paix à cet égard prématurée — c'est malheureux à dire ! — risque de remettre en question.

L'OFFENSIVE DU PRINTEMPS 1972

N.A.F. — L'offensive du printemps 72 n'a-t-elle pas modifié les rapports de force ?

G. D. — Cette offensive a été en fait le chant du cygne du Nord-Vietnam et du G.R.P. Il s'agissait pour eux de détruire les troupes d'élite du sud, de réimplanter des cadres G.R.P. et de désorganiser le dispositif de pacification.

Le Nord-Vietnam pensait que sacrifier cent cinquante mille hommes « valait le coup », si l'on détruisait les troupes d'élite de Thieu. Mais celui-ci, pas fou, a très bien compris la manœuvre et a préféré engager au nord ses plus mauvaises divisions en misant sur l'aide des bombardiers U.S. Il a mis ainsi en avant la 3^e et la 23^e divisions qui se sont débarrassées devant Quang-Tri et Kontum après, il est vrai, un mois de combats. Mais l'avance des Nordistes a été ralentie par le déluge de feu de l'aviation. Les Nord-Vietnamiens ont été littéralement hachés sur place et, à Quang-Tri, si l'on en juge par l'odeur pestilentielle que l'on peut percevoir depuis Hué, située de l'autre côté de la rivière Mi-chan, il y a des milliers de cadavres nordistes.

Ce n'est que quand Quang-Tri a été prise que Thieu a fait donner ses troupes de choc pour le coup d'arrêt final.

Quant à la réimplantation du G.R.P., elle n'a été que très partielle. Outre les provinces traditionnellement pro-vietcong, de Binh-Dinh et Quang-Naï (sud de Hué) il a réussi à réoccuper des zones près de Kontum et Pleiku, prolongeant ainsi la piste Ho-Chi-Minh jusqu'à la pointe de Camau et à tenir quelques petites zones rurales, mais il ne contrôle aucune ville. Dans la peau de léopard sud-vietnamienne, les taches correspondent aux zones vietcongs alors que c'était l'inverse il y a cinq ans. Le G.R.P. n'a derrière lui que 15 à 20 % de la population.

Ceci dit, il peut faire durer la guerre cinquante ans. Et c'est la leçon capitale à tirer de cette guerre : elle ne peut se terminer par la victoire militaire de personne, ce qui rend une solution politique indispensable.

LA SEMAINE PROCHAINE : AMÉRICAINS ET VIETNAMIENS — VERS LE NEUTRALISME ? — OU EN EST LA « TROISIÈME COMPOSANTE » — L'INDOCHINE DANS L'ENSEMBLE PACIFIQUE — QUEL RÔLE POUR LA FRANCE ?



médecine : bureaucratie

L'HOMME...

« Docteur, si j'ai un cancer, il faut me le dire, je dois mettre en ordre mes affaires. J'ai fait donation de mes biens à un de mes fils. Cette donation sera effectuée dans trois mois. Il faut que je tienne jusque là ! Sinon ma famille perd tout. »

La scène se passe dans un hôpital d'une petite ville. La réponse du médecin est formelle. « Vous avez un cancer en voie de généralisation, vous ne tiendrez pas trois semaines. » Et pourtant, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, le malade « tient le coup ». Il est aidé par sa famille, le personnel infirmier qui l'admire ; un mois, deux mois, puis trois. La veille de la date fatale, il agonise, et pourtant il veut vivre ! Six heures après l'échéance, il meurt apaisé.

... N'EST PAS UN ANIMAL-MACHINE !

Un tel exemple montre à quel point la médecine, bien plus qu'une simple affaire de mécanique, repose sur la psychologie des protagonistes qui la vivent. Le malade d'une part, le médecin de l'autre.

Car, ne nous y trompons pas, il est pratiquement impossible de dire à quel point le « moral » peut contribuer à guérir le malade. Et pourtant — en dehors des maladies psychosomatiques où le psychisme du sujet a une influence directe sur l'évolution de la maladie — pratiquement en chaque malade la volonté de guérir peut avoir plus d'influence que n'importe quelle drogue.

Le docteur Mathe estimait il y a deux ans, que 65 % des médicaments ont une action pratiquement nulle et que leur action est purement placebo : c'est-à-dire qu'ils obtiennent plus ou moins un effet de remplacement au niveau du psychisme de l'individu.

Le docteur Lagroua estime de son côté que les « malades de l'environnement » représentent plus de 50 % de la pathologie. On ne désigne pas par le terme de « maladies de l'environnement », les blessés de la route ou du travail, il s'agit ici de malades présentant des troubles assez flous réagissant peu ou pas aux traitements habituels et capables de provoquer des altérations organiques graves.

« L'état général est habituellement altéré ; et l'habitus psycho-affectif traduit la souffrance latente ou réelle, l'inquiétude, le déséquilibre psycho-pathologique général par des alternatives d'exaltation et de prostration, par le désintéressement d'autrui et le repliement sur soi-même. »

Ce sont en fait ces éternels malades qui encombre les cabinets médicaux, se plaignent tout le temps, demandent continuellement des arrêts de travail parce qu'ils sont fatigués, et aussi ces déséquilibrés au comportement bizarre, qui se sentent mal dans leur peau ; qui font pour un oui ou pour un non des « dépressions nerveuses » ; qui finissent par commettre des délits sans qu'on arrive à comprendre leurs motivations. Un certain nombre d'entre eux se retrouvent régulièrement

en prison ou en milieu psychiatrique, alors qu'ils ne relèvent en fait ni de la justice ni de la psychiatrie et en sortent toujours aggravés. Quoi qu'il en soit, ils arrivent vite à être totalement à la charge de la collectivité. Les malades nerveux sont actuellement de plus en plus nombreux. Et on apprendra avec étonnement que 20 % des Français prennent des psychotropes, c'est-à-dire des médicaments agissant à quelque titre sur le système nerveux.

MALADES FOUS...

Dès lors on peut se demander si le « mal du siècle » constitué par la dépression nerveuse, la névrose, la psychose, n'est simplement justiciable de techniques thérapeutiques.

Se pose alors la question de savoir si l'hospitalisation en milieu psychiatrique, qui se pratique de plus en plus, est une solution au mal qui ronge les individus.

Dans cette société où il manque « un supplément d'âme », les individus sont de plus en plus isolés ; ils sont écrasés par la machine, brimés par les administrations, agressés par les propagandes, matraqués par la publicité dans leur mode de vie et de travail. Et inexorablement les citoyens deviennent des numéros matricule fichés, comptabilisés, exploités par un Etat devenu tentaculaire ; et inexorablement les hôpitaux psychiatriques s'enflent jusqu'à la démesure. La société, en laissant l'individu face à lui-même, engendre les névrosés qu'elle jette à l'asile où leur solitude sera plus grande encore.

... OU SOCIÉTÉ EN DÉLIRE ?

Se pose alors l'immense question de la psychiatrie. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les névrosés légers et les vieillards étaient pris en charge automatiquement par des communautés villageoises et débonnaires, où les liens familiaux étaient encore suffisamment solides pour que chacun sente des devoirs vis-à-vis des plus pauvres. On ne maintenait en asile que les fous-furieux dans des conditions d'ailleurs très précaires ; d'où la création des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, qui s'occupèrent à « humaniser » ces instituts. Actuellement, les psychopathes sont tellement nombreux que, matériellement, il est impossible de s'en occuper. Qu'en faire ? Trois écoles s'affrontent.

L'école traditionnelle prétend réparer les individus : certains pratiquent encore des opérations du cerveau qui sont extrêmement mutilantes. On peut aussi gaver les individus de médicaments. Le Largactil et les neuroleptiques ont remplacé la camisole de force. C'est bien commode, moins voyant, et on peut continuer longtemps.

Mettez un jeune névrosé au milieu de malades mentaux : il deviendra certainement lui-même malade mental au bout d'un certain temps ; alors on le gardera sous traitement (vingt à trente comprimés en moyenne par jour pour une dépression), son état s'aggravera et il aura encore plus de mal à s'en sortir.

Face à cela s'opposent les conceptions des

psychiatres « gauchistes ». Pour eux la société « secrète » les malades mentaux : il faut donc changer la société, ou la mettre à la mesure de l'asile ; certains se demandent même si les malades ne sont pas les gens normaux, et si ce n'est pas la société qui, elle, est malade et qu'il faut détruire. Ils proposent simplement de fermer les maisons psychiatriques.

La dernière tendance est de loin la plus raisonnable, elle mise à réinsérer l'individu malade dans le monde. La maison de santé visera à redonner une activité normale à l'individu et non à l'assommer par des médicaments ; aussi on y pratique du sport, des travaux manuels et intellectuels ; puis on laisse sortir le malade. Il y a malheureusement des accrocs comme l'histoire du « fou d'Angoulême » qui s'est mis à tirer dans la foule.

Les résultats obtenus par cette école sont très encourageants. Ces méthodes relèvent de la psychothérapie. Une émission télévisée montrait un asile psychiatrique en Afrique, où les traitements se faisaient sans aucun médicament (faute de crédits), et pourtant les résultats obtenus valaient largement ce qu'on obtenait en France. Là aussi on proposait de réinsérer l'individu dans un milieu naturel.

Hélas ! Les maisons qui pratiquent cette méthode avec le plus d'habileté se heurtent cependant à des écueils imposés par notre société matriculaire.

LE CAS DE LA VERRIÈRE

Prenons le cas de l'Institut Marcel-Rivière de La Verrière (Yvelines), hôpital psychiatrique des enseignants. On ne dira jamais assez de bien de cette maison dont le personnel — médecins et infirmiers — s'efforce petit à petit de remettre les patients en prise avec le réel. Mais qu'est-ce que le réel pour un enseignant ? Le monde absurde et bureaucratique de l'Education nationale ? Oui, malheureusement. Et à l'heure où M. Joxe se penche sur les drames de la fonction enseignante dans le second degré (cf. article de Léonard Brochant en page 5), comment s'étonner de voir de nombreux enseignants « retapés » provisoirement par l'ambiance de La Verrière, rechuter au bout de quelques mois ou de quelques années... tandis que d'autres s'y réfugient comme dans un cocon et font parfois durer leur hospitalisation jusqu'à... deux ans !

Il est vrai que le névrosé qui sort du milieu hospitalier a la ressource de la psychanalyse ! C'est-à-dire, qu'il aura le droit, allongé sur un divan, d'exposer ses états d'âme à un médecin muet qui prend des notes pendant une heure d'affilée et qui se veut un « révélateur neutre et bienveillant »... et cher — oh combien ! — au cœur du malade. La consultation — non remboursée par la Sécurité sociale — revient à 60 F en moyenne par séance (hebdomadaire ou bi-hebdomadaire). Ainsi le dialogue communautaire est remplacé par ce dérisoire ersatz dans lequel la relation affective est à base monétaire ! Les intuitions souvent pertinentes de Freud et Adler sont



et crise de finalité

noyées de la sorte dans la mentalité individualiste des différentes écoles psychanalytiques qui laissent le malade face à lui-même, et stérilisées par l'absence de toutes perspectives anthropologiques sérieuses. Mais, comme nous le rappelions au début de cet article, les malades « psychiques » ne sont que l'exemple le plus flagrant mais non forcément le plus scandaleux de la déshumanisation de la médecine par la société. Les structures carrément bureaucratiques de la Sécurité sociale et de l'hospitalisation y contribuent fortement.

MORT DU GÉNÉRALISTE ?

Une marque de calmants lance un nouveau produit à grands coups de réclames dans les journaux médicaux : « P... équilibre la vie quotidienne ». Faut-il donc que la vie quotidienne soit si déséquilibrée ? On serait tenté de le croire si on en juge d'après la consommation qui est faite en France, aussi bien de médecins que de produits pharmaceutiques. La clientèle d'un généraliste moyen se renouvelle de 30 % en un an.

Pourtant c'est dans la médecine générale que l'on trouve encore un peu cet « art médical » qui a remplacé la technique. On demande au spécialiste une appréciation technique pure ; on le voit en général une seule fois et son service est interchangeable. On apprécie encore chez son généraliste son côté familial, son ouverture d'esprit ; on se confie à lui plus volontiers car il va à domicile.

Malheureusement le généraliste est surchargé de travail, à la disposition de ses clients 24 heures sur 24. Il « passe » alors à toute vitesse et n'a même plus le temps de donner ce contact humain ou cette bonne parole qui sera peut-être plus utile que le produit qu'il prescrit. En plus, il se fait

sabrer par son percepteur qui lui soupçonne des revenus cachés, alors que plus de 95 % des Français sont assurés et qu'en conséquence celui-ci connaît pratiquement tous ses revenus.

C.H.U. : UNE PLAISANTERIE SINISTRE !

Le résultat est simple.

Les cinq dernières années, 10.000 diplômes de docteur en médecine ont été décernés ; seulement 630 médecins se sont installés comme généralistes, 2.500 environ comme spécialistes ; les autres sont pour la plupart des médecins fonctionnaires. Si cela ne change pas, il faudra remplacer les généralistes par des machines qui feront le « *dispatching* » vers les spécialités, ce sera la mort du médecin de famille et le régime de la machine qui s'étendra. Ce sera aussi la fin de la médecine française. Jadis la première du monde, elle a été grignotée. Actuellement tout le matériel médical, de la lame de bistouri aux réanimateurs en passant par les alèzes, les aspirateurs, etc., tout est de fabrication étrangère. On se consolait vaille que vaille en se disant que le médecin français avait un sens clinique hors de pair, basé sur l'observation qui pouvait le conduire à avoir un excellent diagnostic. Maintenant tout cela est terminé, car pour avoir ce sens clinique, il faut apprendre au lit du malade. Or, actuellement, l'Etat frappe d'ostracisme le secteur privé, se gardant pour lui-même la formation des médecins ; comme 50 % de la médecine se fait dans les cliniques privées et notamment tous les cas courants, l'étudiant n'a aucune chance d'apprendre quoi que ce soit. De plus, les étudiants sont groupés à dix par lit, ce qui n'arrange rien. Ainsi un C.H.U. de Paris se compose de 30 % de services d'orthopédie, l'étudiant n'aura probablement jamais à

faire de l'orthopédie dans sa carrière. A quoi cela lui sert-il donc ? et qu'apprendra-t-il ?

LA PAPERASSERIE

Le côté administratif de la gestion hospitalière a contribué pour une grande part à la déshumanisation. L'hôpital est une vaste filière réglementée où le malade est entraîné de droite et de gauche, où il a l'impression d'être soigné par un peu tout le monde, par des nomades. La situation dans les hôpitaux de deuxième catégorie est la pire (faut-il donc croire qu'il y a plusieurs catégories de soins, de malades et de médecins ?). Dans ces hôpitaux il n'y a pas d'externes ; les internes sont recrutés « au rabais » et assurent vaille que vaille les prescriptions ; souvent ils ont à s'occuper de soixante lits. Le médecin de service travaille en ville et est à l'hôpital à mi-temps ; autant dire qu'il y va quand il a le temps. Tout le travail retombe alors sur les malheureuses infirmières ; il est ainsi fréquent de voir les infirmières décider de traitements importants car il n'y a personne d'autre pour prendre les responsabilités. Alors on se débrouille vaille que vaille.

L'exemple le plus connu est le suivant : il est habituel de mettre les alcooliques cintrés en délirium tremens dans une seule et même salle. Si par malheur, à la suite d'une hépatite, vous faites une cirrhose, ce qui est assez fréquent, vous aurez droit à des voisins qui hurlent parce qu'ils voient des rats passer sous leur lit ; et cela, même (et surtout) si vous n'avez toute intempérance ; et vous serez traité comme on traite les alcooliques, c'est-à-dire sans aucun ménagement.

Le goût de l'Etat pour la paperasserie fait aussi perdre un temps considérable aux médecins. Il y a, paraît-il, 17.000 formulaires officiels diffé-

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





rents. On comprend alors ce que M. Messmer appelle les « lenteurs administratives » qui étouffent le pays. Le médecin passe son temps à remplir des papiers, ceci au détriment du temps passé à soigner les malades. Il est littéralement écrasé par les règles de Sécurité sociale.

L'HOSPITALISATION DANS L'IMPASSE

Quant à l'hospitalisation pour maladies organiques, elle est tout aussi déficiente. Passons sur les insuffisances d'équipement et la gabegie administrative que nous avons déjà évoquées (1). Nous nous contenterons aujourd'hui de faire la constatation suivante :

L'humanisation des hôpitaux est un thème à la mode. Est-ce à dire que les hôpitaux se sont déshumanisés, sont devenus inhumains au fur et à mesure que progressèrent les techniques ? Et la réponse vient tout de suite. « Humaniser », on va créer des salles d'attente agréables, des patios au bout des couloirs, donner à choisir entre plusieurs repas, améliorer l'hygiène, etc. Mais est-ce là tout ? Ne nous y trompons pas. L'humanisation n'est pas la chambre individuelle pour tous. Certains malades sont en effet dans une angoissante solitude ; et plus que de techniques et de beaux lits chromés, ils ont besoin d'un peu de chaleur humaine, la compagnie d'un autre malade, un personnel compréhensif et disponible, un sentiment de sécurité développé par la visite quotidienne des médecins. Voilà qui peut faire mieux que de nombreux remèdes, des possibilités techniques étourdissantes ou de nombreuses notes administratives à prétentions humanitaires rédigées par des personnes auxquelles manque le contact avec le malade.

La fréquentation quotidienne des hôpitaux (à commencer par les plus modernes) nous fait alors toucher du doigt la carence fondamentale de tout notre système médical : les institutions que nous subissons sont incapables de concevoir « le progrès » autrement qu'en termes quantitatifs : la promotion du « Service santé » consiste à garantir à chaque individu une consommation médicale accrue.

A chaque individu conçu comme un numéro interchangeable, non à chaque personne. Dans cette optique, le patient n'est plus qu'une machine à ingérer des actes médicaux. Et comme ce système aboutit non seulement à un gâchis humain effroyable mais en outre à une invraisemblable gabegie financière, des contrôles ubuesques sont mis en place pour tenter d'enrayer les coûts médicaux.

Ainsi il a été convenu que tout malade en arrêt de travail, en aucun cas ne peut sortir de sa chambre sauf entre 10 heures et 16 heures, qu'il ait une grippe ou une dépression nerveuse. Et ceci nous donne, sur la porte d'un appartement, le bristol suivant :

« Monsieur le Médecin contrôleur de la Sécurité sociale, soyez humain, je fais une dépression nerveuse, mon médecin m'a demandé de sortir le plus possible et de ne pas demeurer enfermé dans ma chambre. »

Mais si le médecin contrôleur est avant tout soucieux de réglementation administrative, il passera outre et supprimera ses prestations au malade.

Bref, la prise en charge de la médecine par la bureaucratie étatique aboutit à mécaniser la profession dont les membres devraient avoir au plus haut point le sens de l'humain. On ne peut qu'être saisi d'horreur devant l'épouvantable masacre à froid qui en résulte.

Jean-Pierre BOULOGNE.

les désarrois de l'élève heinrich böll

Les jurés suédois du Prix Nobel de Littérature ont décidé cette année de couronner un écrivain d'outre-Rhin ; l'intention était charitable. Il faut préciser que la littérature se portait mal en Allemagne depuis que, sous la férule experte des seigneurs de cette « Sparte de brasserie » qu'était devenue l'Allemagne nazie, la grande émigration de 1933 avait dispersé les héritiers spirituels de Goethe et de Schiller aux quatre points cardinaux.

Alfred Döblin alla travailler aux côtés de Jean Giraudoux, Hermann Hesse vivait en Suisse, tandis que les Autrichiens Werfel et Joseph Roth mouraient en exil et que Stefan Zweig se suicidait au Brésil.

L'émigration représenta pour un Thomas Mann « une détresse de tous les instants » et signifia la mort tragique pour un Walter Benjamin, et si le retour tant attendu dans la mère-patrie eut effectivement lieu pour quelques-uns, il donna lieu à un nouveau drame, celui de l'incommunicabilité entre tous ceux qui avaient traversé — et quelquefois même participé — aux événements de la guerre et des ruines, et tous ceux qui avaient fui.

LE GRAND PARDON

Nous sommes dans les immédiates années de l'après-guerre, au cœur du « Grand malentendu » et de la déchirure qui parcourt les intellectuels allemands de bas en haut. Seuls quelques individus d'exception osèrent reprendre la plume, tel Ernst von Salomon qui écrivit « Le Questionnaire » à propos de la gigantesque entreprise alliée de dénazification. Et puis, très lentement, une nouvelle génération se lève, casse les icônes et proclame que tous les écrivains de l'avant-guerre, y compris Hermann Hesse, ont cherché à se dérober, ont fui dans l'intériorité et l'individualisme négatif. C'est le grand chambardement, ces hommes ont nom Heinrich Böll, Gunther Grass ou Siegfried Lenz.

Si Heinrich Böll, écrivain « indépendant et libre », catholique et rhénan, est lauréat à Stockholm l'année qui suivit celle où le monde apprit que le Chancelier Brandt recevait le Prix Nobel de la Paix, ce n'est pas un hasard. Mais la gène flexion du Chancelier devant le Mémorial juif de Varsovie et l'acte d'écrire « Tableau de groupe avec dame » (1) (le dernier roman de Böll) ne procèdent pas tout à fait de la même démarche. Le combat de Willy Brandt n'est pas sans rappeler le temps héroïque où Stresemann paraphrait avec Briand les déclarations de foi pacifistes qui traînaient sur les tables de Locarno à Genève ; l'attitude de Böll est éminemment plus humble, c'est celle d'un contestataire désarmé, malade de son pays et de la crise de civilisation. Il serait déplacé et hors de propos de traiter de la difficulté d'être allemand en 1972, mais il est révélateur qu'aux prochaines élections du 19 novembre, les électeurs aient à choisir entre

Brandt « la bonne conscience », le libéral Walter Scheel, inévitable Méphisto sans lequel aucune majorité n'est trouvable, aucune manœuvre n'est possible au Bundestag, d'une part, et la triste équipe chrétienne-démocrate rassemblée autour de Rainer Barzel et de l'inquiétant F.-J. Strauss, redoutable organisateur de « nuits chaudes » (cérémonies aux flambeaux dans les forêts crépusculaires aux accents de vieilles chansons guerrières), dans tout le Land de Bavière. L'Allemagne, c'est cet approximatif bipartisme tragi-comique.

DERRIÈRE LA GUERRILLA URBAINE

On comprend mieux le désarroi d'un Böll ou d'un Grass qui, en choisissant Brandt, pensent opter pour « le moindre mal » avec l'arrière-pensée évidente que, derrière Brandt et son ministère réformiste à souhait, se trouve le groupe des « Jusos », jeunes socialistes intégrés à la machine mais contestataires virulents, et que c'est cela qui compte.

Les frasques kubrickiennes de « la bande à Baader » (2) ne sont pas près d'être oubliées pour autant en Allemagne.

Cela a failli inquiéter sérieusement les potentats de ce géant économique qui vit apparaître pour la première fois la Fraction Armée Rouge, dite aussi « bande à Baader ». Quelques militants de l'A.P.O. (opposition extra-parlementaire) voulurent réagir à la décomposition du mouvement étudiant en passant à l'action violente. Ce fut d'abord, à titre historique, l'incendie d'un super-marché à Francfort, puis les manifestations contre le trust Springer (équivalent Lazareff), les attaques de banques et les affrontements sanglants avec la police. Quelque chose entre les Narodniks russes du siècle dernier et la « bande à Bonnot ».

Heinrich Böll n'a jamais songé à empoigner le colt, a prédit la fin dramatique de la « guerilla urbaine » (Baader et Ubrike Meinhof sont sous les verroux) qui survint en même temps que l'échec tupamaro en Uruguay et la défaite des étudiants turcs, mais en même temps refuse de se sentir solidaire de cette Nouvelle Allemagne mal guérie de ses vieux démons et à qui on pourrait appliquer cette phrase de l'Evangile : « Que sert à l'Homme de gagner le monde s'il vient à perdre son âme. »

Philippe BERNSTEIN.

(1) Prochainement au Seuil.

(2) Les méthodes employées par la « bande à Baader » n'eurent rien à envier à celles pratiquées par les « droogs » — ou mauvais gorgons — du roman de Burgess « L'Orange mécanique » adapté au cinéma par Stanley Kubrick.

le mouvement royaliste



nouveaux points de vente

LILLE

- Cinéma « Au Régent », rue de Béthune.

RENNES

- Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.
- Tabac - Journaux Buchet, 12, rue d'Antrain.

SAINT-OMER

- Maison de la Presse, rue de Calais.

VALENCIENNES

- « Toute la Presse », rue Vieille-Poissonnerie.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. Nous donnons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1^{er})

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3^e)

- Biblio-Press, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

- Librairie Gregorie, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

- Librairie Roquain, 10, avenue des Petites-Écuries.

PARIS (11^e)

- Librairie, 15, avenue de la République.

PARIS (15^e)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 146, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres.

PARIS (17^e)

- Librairie « Au Parchemin », 14, avenue de la Grande-Armée.

PARIS (18^e)

- Kiosque, 97, rue Lamarck.
- Librairie Pilet, 26, rue Léon.

PARIS (19^e)

- Librairie, 67, rue Fessart.
- Librairie, 36, av. Simon-Bolivar.
- Librairie, 102, av. Simon-Bolivar.
- Librairie, 149, rue de Belleville.

PARIS (20^e)

- Librairie, 109, boulevard Davout.
- Librairie, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

CLAMART

- Librairie de la Mairie.

RUEIL-MALMAISON

- Librairie, 6, place de l'Eglise.
- Librairie, 6, rue Jean-Le-Cox.
- Librairie, 2, rue de la Réunion.
- Librairie, 4, place de Buzenval.
- Pavillon des Guides, 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
- Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

NEUILLY

- Drugstore, 14, place du Marché.

SAINT-GERMAIN

- Debussy Music, 35, rue de Paris.
- Merlin l'Enchanteur, 8, rue de la Salle.

AIX-EN-PROVENCE

- Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

BREST

- Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

LE HAVRE

- Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiative).

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblia, avenue d'Estienne-d'Orves.
- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

- Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

STRASBOURG

- Maison de la Presse, 10, rue du Dôme.

réunions

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION DU 7^e

Réunion vendredi 17 novembre à 21 h, Café des Invalides (angle avenue La-Tour-Maubourg et avenue La Motte-Picquet), avec Philippe Dartois, rédacteur à la "N.A.F.".

SECTION DU 14^e : Montrouge,

Malakoff, Châtillon, Bagneux

Réunion des militants le samedi 4 novembre à 15 h, dans les locaux du journal.

NOS RÉSULTATS

Le mardi 17 octobre, la section de Blois a organisé sa première réunion. Devant 75 personnes, Gérard Leclerc et M^{re} Lemaignan ont défini le sens de notre combat. Ce résultat pour la première manifestation d'A.F. à Blois depuis la Libération, est plus qu'encourageant.

SECTION DU 15^e : Issy-les-Moulineaux, Clamart, Vanves

Vendredi 3 novembre à 21 h, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention), conférence suivie d'un débat animé par Pierre Limousi : « La N.A.F. et la politique culturelle ».

BANLIEUE OUEST

SAINT-GERMAIN ET ENVIRONS

Mercredi 8 novembre à 21 h, chez M. Gousseau, 80, avenue Fach à Saint-Germain-en-Laye, conférence de Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ».

AUBE

TROYES

Samedi 4 novembre à 20 h 45, au Butat, rue de Turenne, conférence de M^{re} Hervé Catta : « La N.A.F. et les libertés locales », et de M. Michel Giraud : « Perspectives pour la N.A.F. en 1973 ».

permanences

PARIS NORD-EST

SECTION 3^e - 4^e - 11^e - 12^e

Permanence tous les mercredis 18 h 30 à la Brasserie Alsacienne Luneau, 6, place de la République (angle boulevard Voltaire).

SECTION 10^e - 19^e - 20^e

Permanence tous les mardis de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e).

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION 5^e - 6^e - 13^e

Permanence tous les mercredis à 17 h, au Café « Le Lutin » (salle en sous-sol), 18, rue Soufflot.

PARIS-OUEST

SECTION 8^e - 17^e

Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

PARIS HORS FÉDÉRATIONS

VAL-D'OISE

Permanence chaque samedi à 15 h, chez M. J.-P. HILLERET, 28, rue de Chatou, Cormeilles-en-Parisis.

BRETAGNE

RENNES

Permanence étudiants et lycéens tous les mercredis de 17 h à 19 h, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), Bibliothèque.

MAYENNE

LAVAL

Permanence tous les mercredis de 14 h à 16 h, au local, 53, rue d'Avesnières.

BAS-RHIN

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Cafétéria, place de l'Université.

VENDEE

Prendre contact avec M. F. GUERRY, à la Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

MARDI 14 NOVEMBRE, 21 heures 44, rue de Rennes MEETING ROYALISTE QUE FAIRE DANS LA LUTTE

- Syndicale
- Culturelle
- Régionale
- Européenne

LE POINT SUR LES COMBATS MENÉS PAR LA N.A.F. DANS CES DOMAINES

Avec :

- Gérard LECLERC
- M^{re} Hervé CATTÀ
- Francis BERTIN
- Philippe DARTOIS

cnpf : des patrons en assises

A Marseille, les 24 et 25 octobre, près de 2.000 patrons se sont réunis pour tenir leurs deuxièmes assises nationales. Organisateur de cette manifestation, le C.N.P.F. avait retenu comme thème général : « La croissance, l'entreprise et les hommes ». Programme ambitieux propre à renforcer l'image « moderniste » que veut donner de lui le C.N.P.F. Avec, en toile de fond, le problème de la succession de M. Paul Huvelin à la tête de l'organisation patronale. Mais les patrons, eux aussi, ont leurs « contestataires » et ils étaient présents à Marseille.

A l'origine, on devait parler de la participation dans l'entreprise et du financement des investissements. C'est du moins ce qu'affirmait le numéro de février 1972 de *C.N.P.F. 72 : Patronat*, la luxueuse revue mensuelle de l'organisation patronale française.

Mais, depuis, il y a eu en France le référendum sur l'Europe, et la lettre de Mansholt ; la polémique suscitée par la publication de l'étude du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) sur la croissance et ses « nuisances » ; les « rencontres internationales » organisées à l'U.N.E.S.C.O. par M. Giscard d'Estaing ; le brusque intérêt de M. Pompidou pour la condition des O.S. et la réputation quasi universelle du taylorisme et des cadences infernales ; enfin l'aspiration unanime à la qualité de la vie.

Mené de main de maître par son président, M. Paul Huvelin, secondé par MM. François Ceyrac et Ambroise Roux(1), le C.N.P.F. a su ajuster le tir et annoncer dès avril le thème définitivement adopté en mettant d'abord l'accent sur les problèmes de financement des entreprises. Il est vrai que quelques mois plus tôt, M. François Ceyrac déclarait : « Comme tous les investissements, ceux faits dans le domaine social se justifient si la charge en est correctement calculée (2). »

Car le « patronat de papa » n'est pas mort, même s'il se préoccupe actuellement de montrer qu'il est dans le vent, même si en son sein, d'aucuns se piquent d'idées nouvelles et lancent des propositions généreuses, tels les membres du Centre des Jeunes Dirigeants (C.J.D.) ou ceux du groupe « Entreprise et Progrès » qui, en mai dernier, essaya de définir une nouvelle pensée patronale propre à réconcilier les Français et l'entreprise et très axée sur les problèmes des conditions de travail. Menée par MM. François Dalle et José Bidegain, cette association veut surtout orienter en un sens nouveau le C.N.P.F. Telle n'est pas la préoccupation première des patrons chrétiens réunis dans le « Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprises françaises » (C.F.P.C.). Au cours de leurs dernières assises (avril 1972), ils ont délibérément écarté certains hypocrites pour se préoccuper de l'essentiel : « Pouvoirs et libertés dans la société industrielle » (3).

Mais l'intention véritable des organisateurs des assises de Marseille n'était pas d'entreprendre une recherche profonde sur un thème passionnant en soi. Il s'agissait en fait d'une réunion pré-électorale — la succession de M. Paul Huvelin

est ouverte — et d'une opération de prestige visant à la fois à faire taire les contestations internes et à donner du patronat une image de marque plus moderne.

Or le remplacement de l'actuel président du C.N.P.F. semble ne plus poser de problème, au moins au niveau de la désignation du successeur. C'est un « fonctionnaire », installé depuis plus de trente ans avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, M. François Ceyrac, qui a recueilli l'unanimité des membres du conseil exécutif. On lui reconnaît d'indéniables qualités de négociateur et il est certain qu'il devra en faire un usage abondant, non seulement vis-à-vis de l'Etat ou des organisations syndicales, mais aussi de la « base » de son organisation. Car, s'il a su s'attirer la sympathie des membres d'« Entreprise et Progrès », il devra compter sur leurs désirs de réformes profondes, mais surtout il aura à faire face à la contestation de nombre de chefs de petites et moyennes entreprises, qui lui reprochent certaines positions sociales trop « avancées », comme de reculer trop facilement devant les interventions de l'Etat.

C'est dans cette ambiance que se sont déroulées les assises nationales et, dès le premier jour, une certaine tension est apparue. L'opération « image de marque » en souffrit quelque peu.

Cette première journée était consacrée aux travaux de commissions sur les quatre sujets retenus autour du thème central : les conditions de travail, la croissance et la qualité de la vie, le financement de la croissance, l'intéressement et les communications dans l'entreprise. Près de 1.000 patrons étaient présents et nombreux furent ceux qui refusèrent la règle du jeu consistant à définir une philosophie patronale, sans pour autant faire aucune proposition concrète. Refus motivé d'ailleurs aussi bien par opposition à cette philosophie que par le désir de la voir se transformer en actes. La tâche ne fut donc pas facile pour les organisateurs de cette manifestation.

En fait, les résultats furent décevants ; on attendait des prises de position originales, des déclarations d'intention ambitieuses, des discussions animées et constructives, il y en eut quelques-unes, mais trop rares. C'est ainsi que l'exposé de M. Antoine Riboud, président-directeur général de B.S.N., contenait des idées fort intéressantes sur la nécessité de prendre en compte,

au niveau de l'entreprise, les revendications « d'être » et « de pouvoir », dans le cadre d'un nouveau « contrat social ». Mais celui que ses pairs ont reconnu, dans un récent sondage, comme l'un des meilleurs patrons actuels, n'a pu échapper à ses propres contradictions car, comment intégrer un tel système à la gestion d'une entreprise basée sur la seule efficacité financière ? C'est d'ailleurs ce qu'avait ressenti l'ensemble des patrons qui, en réponse à un questionnaire, se déclaraient prêts à promouvoir des réformes sociales, mais se refusaient à faire « catalier seul ». Car, dans le cadre du système concurrentiel actuel, toute entreprise qui voudrait appliquer de profondes réformes dans l'organisation du travail, se verrait pénalisée par rapport à ses concurrentes. Il ne faut pas oublier le travail à la chaîne : c'est « rentable ! »

Malgré ces contradictions, M. Riboud inquiétait car il devait asséner de dures vérités. Pour amortir le choc, on déplaça l'ordre des exposés en donnant la parole à M. J. Ferry, sur le problème du financement de la croissance, puis en bon tacticien, M. Ambroise Roux présenta ce rapport à M. Riboud (sur la croissance et la qualité de la vie), de telle manière que l'impact en fut fortement diminué.

Finalement, l'unité patronale fut préservée grâce à l'habileté politique des dirigeants du C.N.P.F. qui surent, à leur habitude, être audacieux en même temps que « réalistes » et rester assez vagues sur les problèmes cruciaux pour faire l'unanimité sur le seul point qui, en définitive, était pour eux primordial : la nécessité de faire apparaître la position patronale en matière d'industrialisation et de croissance, comme la plus adaptée aux désirs de progrès social et d'amélioration de la qualité de la vie.

Pourtant, des idées nouvelles ont été brillamment présentées devant une assemblée qui les méprise volontiers. Quelque chose a bougé chez les patrons. Une fissure est apparue dans le mur qu'ils opposent volontiers aux revendications qualitatives et il sera impossible de la colmater.

Philippe DILLMANN.

(1) Tous deux vice-présidents du C.N.P.F., ainsi que MM. G. Matheron et J. de Précigout.

(2) Assemblée générale du 18 janvier 1972.

(3) C.F.P.C., Président M. Ph. Daublain.